

## DOUANES NATIONALES

## Un corps plutôt bien servi

**Finallement, pas si lésé que cela le corps des Douanes nationales ! Le statut particulier et le régime indemnitaire, promulgués et mis en application, le placent, en matière de revalorisation salariale, en tête du reste des corps rattachés au ministère des Finances. En moyenne, cette revalorisation salariale est de l'ordre de 73,39%.**

**Sofiane Aït-Ilflis - Alger (Le Soir)** - Logés à meilleure enseigne que l'Inspection générale des finances (IGF), les douaniers n'ont, à l'évidence, pas raison de se courroucer. Pourtant, un groupe de syndicalistes, qui ont maille à partir à la fois avec l'administration et la Fédération nationale des travailleurs des douanes (UGTA), a appelé à une journée de protestation sur site pour aujourd'hui.

Entre autres motifs évoqués pour justifier le recours au débrayage, le décalage entre la promesse et la réalité du rehaussement des salaires.

Hier, au niveau de la Direction générale des Douanes, le mot d'ordre de grève n'a pas semblé avoir trouvé un écho conséquent. Une trentaine d'employés, des ouvriers professionnels, qui travaillent sous contrat, observait un sit-in dans la cour intérieure de la Direction générale. Les douaniers relevant du corps spécifique, eux,



Seuls les douaniers qui travaillent sous contrat ont observé un sit-in.

travaillaient normalement. «Cette journée de protestation à laquelle les pétitionnaires ont appelé obéit à des motivations autres que la contestation du statut et le régime indemnitaire. Même les ouvriers professionnels, que nous allons incessamment pérenniser comme assimilés, jouissent des avantages dévolus aux corps spécifiques tels qu'énumérés par le statut particulier et le régime indemnitaire», assure M. Djazouli, qui assure, par intérim, la fonction de directeur de l'administration générale des Douanes (DAG), un poste non

pourvu depuis 2006.

Le décret exécutif n°11-145 du 3 avril 2011 instituant le régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration des Douanes institue trois indemnités pour les douaniers : une indemnité de risque, une indemnité d'astreinte douanière et une indemnité de recherche opérationnelle et d'intervention douanière. L'indemnité de risque est mensuelle et est équivalente à 40% du traitement. L'indemnité d'astreinte douanière est également mensuelle et est, selon

les grades, de 35% ou de 40%. Enfin, l'indemnité de recherche opérationnelle est de 15% pour les agents des corps des brigades et 10% pour les officiers. «Ce régime indemnitaire a été élaboré avec les représentants du syndicat des douanes qui l'ont au demeurant approuvé», précise M. Djazouli qui ajoute que «le corps des douanes bénéficie encore d'une indemnité spécifique de l'ordre de 20% du traitement».

Par ailleurs, dès janvier 2011, la prime de reliquat mensuel est intégrée dans le calcul de la retraite

des douaniers. Les douaniers bénéficient, en outre, d'autres avantages tels que la réduction (60%) sur l'assurance véhicule, immobilier (30%), internet (60%), Air Algérie (30%), Cnan (50%). Le directeur par intérim de la Direction générale des douanes a affirmé que les pétitionnaires qui ont appelé à la journée de protestation refusent, en vérité, de se soumettre à l'instruction officielle qui institue la rotation pour tous les travailleurs de la douane. «Il est des douaniers qui sont au même poste depuis 35 ans, que ce soit au niveau du port ou de l'aéroport», révèle le DAG qui n'exclut pas l'existence d'un lien entre la protestation tentée hier et le redéploiement, il y a 15 jours, de 11 liquidateurs du port d'Alger pour absence de résultats.

M. Djazouli, qui s'est étonné que le groupe de syndicalistes ayant appelé à la grève ne se soucie pas des œuvres sociales qui cumulent 70 milliards de centimes, une somme non utilisée alors qu'un signataire de la pétition a été le président de la commission des œuvres sociales, a informé que «la Direction générale des Douanes a, sur demande des pétitionnaires, mis sur pied une commission au niveau de l'inspection générale» et que «les pétitionnaires, convoqués, ne se sont pas présentés et qu'une autre demande leur sera adressée prochainement.»

S. A. I.

## SELON LE DÉPUTÉ FLN KHALDOUN HOCINE

## «La Révolution algérienne a réussi parce qu'elle a valorisé le génie algérien»

**Aucun des sept présidents des groupes parlementaires invités hier à animer une table ronde au Centre de presse El Moudjahid n'est venu. Le sujet de la conférence, qui portait sur les missions du Parlement dans l'évolution politique actuelle et sa contribution dans la consolidation des réformes, ne semblait pas intéresser ces responsables.**

**Irane Belkhedim - Alger (Le Soir)** - Sur les sept invités, un seul s'est excusé en dernière minute, il devait recevoir une délégation. «Pour les autres, j'ignore les raisons de leur absence. Pourtant, c'est moi-même qui leur ai remis les invitations entre les mains», a expliqué le modérateur du débat. La honte.

Ne voyant aucun d'eux arriver, il sollicite l'aide du président de la commission des affaires juridiques, administratives et des libertés à l'Assemblée populaire nationale, Khaldoun Hocine, qui est parmi le public. «Par respect aux présents, j'ai accepté. Je ne me suis pas préparé. Je suis venu comme vous écouter ce débat», a expliqué le député FLN qui improvisé son intervention et s'est chargé de répondre aux questions des journalistes.

Le terme réforme, estime Khaldoun Hocine, n'est pas nouveau. Les réformes en Algérie datent de 1989, après les événements d'octobre 1988. «Ces réformes ont été faites dans l'urgence et la précipitation. Elles ont comporté des erreurs», dit-il. D'abord parce qu'elles n'ont pas respecté les aspirations du peuple, un peuple qui réclamait une justice sociale. «Le pouvoir de l'époque a répondu en révisant la Constitution alors que la majorité de la population revendiquait la baisse des prix des produits de large consommation, le droit au travail et au logement. Aujourd'hui, l'histoire se refait.»

L'intervenant fait allusion aux mouvements de contestation qui secouent le pays depuis quelques mois. «Après l'Indépendance, l'Algérie a opté pour le socialisme afin de s'occuper socialement du peuple. Un peuple pauvre qui venait de conquérir sa liberté.» L'autre erreur des réformes des années post-1988 est l'article 40 qui a permis la création des associations à caractère politique. «15 personnes pouvaient se rencontrer dans un café et créer un parti politique ! Des facilités ont été accordées et de l'argent a été donné.»

Une démarche qui a, selon lui, ouvert les portes au premier venu, ce qui a encouragé l'opportunisme et le profit. «On ne pouvait pas passer du parti unique au pluralisme politique comme ça, sans une étape transitoire ! Je ne défends pas le socialisme, c'était un choix politique, c'est grâce à ça qu'un enfant pauvre venant du douar comme moi a pu étudier et aller aussi loin. Je dis que nous avons besoin de préparer ce passage pour aller ensuite vers ce qui est mieux.» Cette loi a également encouragé la création de partis politiques à caractère racial et religieux, ce qui a donné naissance aux partis islamistes. «Pourtant, la Constitution interdit ça ! De 1991 à 1999, nous avons payé les erreurs de ces réformes», a déclaré Khaldoun Hocine, ajoutant que vers l'année 1996, à l'époque du président Zeroual, des tentatives de sortie de crise ont été menées par l'armée et la société civile.



Les mouvements de contestation sont la résultante des réformes faites dans l'urgence.

«Après l'élection présidentielle de 1999, l'Algérie est passée à autre chose. Lors de son premier mandat, le président de la République a lancé des réformes profondes», affirme-t-il. Des réformes qui ont obtenu des résultats mais qui n'ont pas répondu aux attentes de la population. «Sur le plan international, l'Algérie a retrouvé sa position stratégique, elle est sortie de l'isolement. Nous avons retrouvé la paix et la sécurité mais ce n'était pas tout ce que nous attendions.»

Le député critique la politique du «copier-coller» pour tenter, à chaque fois, de sortir de la crise et opte plutôt pour des «solutions algériennes» qui considèrent les réalités du pays. «La Révolution algérienne a été une réussite parce qu'elle a été menée par des

hommes fidèles, par un génie algérien. On n'avait pas entendu parler du régime parlementaire français ou autre.» Dans ce sens, l'orateur estime qu'il faudrait réviser la loi sur les élections et la création d'associations et de partis politiques. Pas pour réduire les espaces de liberté acquis mais plutôt pour trier, nettoyer et investir dans la qualité. «Certes, la politique n'est pas un monopole des élites mais nous devons définir les critères des personnes qui veulent en faire. Des conditions comme le niveau d'études, les qualités morales...». Un minimum de conditions. «Quand un commerçant veut faire de la politique, il doit choisir entre la richesse et la révolution. Pas les deux à la fois !», estime-t-il.

I. B.